

HENRI LANDES

REPEUPLER LES CAMPAGNES

Comment organiser l'exode urbain
pour répondre à l'urgence écologique



Repeupler les campagnes

Du même auteur

Le Déni climatique, avec Thomas Porcher, Max Milo, 2015.

Allô Houston ! Les États-Unis vus par un Américain en colère, Max Milo, 2016.

Faites le plein de nature !, avec Fanny Agostini, Éditions de l'Observatoire, 2018.

Henri Landes

Repeupler les campagnes

Comment organiser l'exode urbain
pour répondre à l'urgence écologique

ISBN : 979-10-329-1859-3
Dépôt légal : 2022, juin
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2022
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

*À Fanny, qui m'a fait découvrir
l'Auvergne et la ruralité française
que j'aime aujourd'hui.*

*À Loulou, Claudine et Simon,
qui m'impressionnent
dans leurs savoir-faire campagnards.*

*Aux habitants de Boisset,
qui nous ont si chaleureusement accueillis.*

*À toute l'équipe Landestini,
à ses partenaires et aux jeunes
qui participent à ses projets,
qui œuvrent au quotidien
en faveur de la reconnexion à la nature
et de la promotion de la ruralité.*

Préface

Autant le dire d'emblée : je déteste la campagne. Il y a quelque chose, je ne sais pas quoi, qui me donne le cafard à la campagne. La plupart des choses que les gens trouvent formidables à la campagne ont plutôt tendance à m'angoisser : la rosée du matin, les grands espaces, les herbes folles, le silence...

Je fais partie de cette élite urbaine embourgeoisée, aussi satisfaite d'elle-même qu'elle est détestée du reste de la population. Je suis incapable de faire la différence entre un étourneau et un rouge-gorge, entre un radis et une carotte, entre un John Deere et un Massey Ferguson, entre du glyphosate et les autres herbicides. Mes enfants n'ont sans doute jamais vu d'animaux sauvages, à part quelques pigeons et quelques rats à Paris. Je fais partie de ces gens que les ruraux aiment moquer et mépriser, et ils ont bien raison.

Quand j'ai dit à mon entourage que j'avais accepté d'écrire la préface de ce livre, l'annonce a généralement suscité un grand éclat de rire. Mais il se trouve que je connais bien Henri et son épouse, Fanny. Quand ils ont pris la décision de migrer à la campagne (j'emploie ce verbe à dessein), j'ai fait partie des premiers surpris. Toutes les idées reçues qui sont déconstruites dans le premier chapitre ont défilé dans ma tête. J'avais du

mal à croire qu'ils pourraient être aussi heureux, aussi loin de nous.

Leur migration s'inscrit dans une tendance plus large, celle des néoruraux, mais elle reste pourtant très minoritaire. À court terme, la lutte contre le changement climatique impose pourtant de rendre une place centrale au travail de la terre : si l'on veut assurer la sécurité alimentaire de la France avec une production locale de qualité, plusieurs études estiment qu'il faudrait que des centaines de milliers de personnes, sinon des millions, s'installent à la campagne et deviennent agriculteurs et agricultrices. C'est une exigence dont nous n'avons pas encore pleinement pris la mesure. Et il faudra davantage que des émissions de télé réalité comme *L'amour est dans le pré* pour convaincre les urbains de déménager en milieu rural.

En Afrique aussi, ce défi est prégnant. Chaque jour de nouveaux migrants affluent des campagnes vers les villes africaines, dans l'espoir de trouver un revenu complémentaire qui permettra à leur famille, souvent dépendante de l'agriculture, de survivre. En raison des impacts du changement climatique sur la température et la pluviométrie, l'agriculture de subsistance, dont dépendent pourtant la moitié des ménages en Afrique subsaharienne, n'est plus capable d'assurer des revenus suffisants. Et les villes ne sont plus capables de fournir l'accès à des services de base à ces personnes venues des campagnes. Il importe donc de développer des opportunités économiques en zone rurale également : c'est un des grands enjeux de l'adaptation au changement climatique, particulièrement en Afrique.

En Europe et en France, les migrants sont généralement hébergés en bordure des grandes villes, souvent dans des logements précaires. Il y a en France

une énorme concentration de l'immigration autour de quelques grandes villes : les immigrés sont très inégalement répartis sur le territoire. Pourtant, on trouve dans les campagnes des initiatives de solidarité et d'hospitalité incroyables, parce que l'accueil des migrants permet souvent qu'une classe reste ouverte, qu'une équipe de foot puisse être formée, qu'un commerce soit repris. Cet accueil, s'il était pensé à l'échelle du territoire, pourrait redynamiser des villages entiers, et résoudre bien des problèmes liés à une intégration qui n'a jamais été véritablement pensée ni organisée.

Il existe des synergies évidentes entre les politiques d'immigration et les politiques rurales, mais elles ne s'opèrent pas. On y a pourtant un double intérêt : celui de la lutte contre le changement climatique – qui passera par un autre modèle d'agriculture – et celui d'un accueil digne pour les migrants – qui leur offre de véritables perspectives.

En proposant d'organiser une migration interne vers la campagne française, Henri explore une piste innovante qui peut servir à la fois de stratégie d'adaptation aux impacts du changement climatique, mais aussi de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il avance des mesures à mettre en œuvre autant par les pouvoirs publics que par la société civile, et – chose rare ! – le fait sans stigmatiser ni les villes, où il a longtemps habité, ni leurs habitants que la ruralité angeoise.

L'écriture de cette préface me pousse à fouiller davantage les raisons qui me mettent mal à l'aise à la campagne, qui font que je peine à m'y sentir chez moi. Je l'associe volontiers à des concepts qui me semblent datés, évocateurs d'une France révolue : les traditions, la ruralité, le terroir... Si la campagne m'angoisse, je crois que c'est avant tout parce qu'elle m'apparaît vide

et dépeuplée, comme le témoin d'une France en voie de disparition. Pour repeupler ces territoires, il faudra qu'ils apparaissent comme une solution d'avenir et non un vestige du passé. J'espère sincèrement que ce livre, ancré dans l'expérience de l'auteur, y contribuera. Parce que l'avenir est là – et c'est cela qui rend les campagnes bien plus modernes que je ne veux parfois me l'avouer.

François GEMENNE
Spécialiste des questions de migration
et de géopolitique de l'environnement

Introduction

Je suis un Franco-Américain, citadin, ayant grandi à New York et San Francisco. Après mon master, j'ai commencé à travailler dans l'associatif sur l'écologie et à enseigner la politique de l'environnement à Sciences Po Paris. J'ai conseillé le président de l'Assemblée nationale sur le climat et l'énergie, et dirigé la fondation GoodPlanet, de Yann Arthus-Bertrand. À 30 ans, je vivais à Paris et travaillais dans l'une des fondations les plus connues de France. Ayant développé un réseau professionnel et acquis une réputation dans le domaine du développement durable, j'avais tout pour poursuivre une carrière réussie sur le papier. Mais, il y a trois ans, j'ai décidé de changer de vie de manière radicale. Après dix années à Paname, j'ai quitté cette vie urbaine pour m'installer dans une ferme, au sein d'un village de cinquante habitants dans la campagne auvergnate, et je n'ai jamais été aussi heureux.

Avec ma femme, Fanny, je m'occupe au quotidien d'un jardin potager, d'un verger, d'un poulailler, d'un petit cheptel de chèvres et de trois chevaux, et d'un terrain de 3 hectares. En même temps, je continue mes cours, le conseil, et je dirige une association de préservation de l'environnement et de promotion de la ruralité. Un an avant le Covid, nous avons décidé de

quitter la ville pour être plus proches de la nature, des producteurs et des habitants de la campagne. Nous avons voulu y vivre pour retrouver plus de sens et de cohérence, et élever nos enfants dans un cadre et un mode de vie sains. Trois ans plus tard, nous n'avons aucun regret. Au contraire.

Lorsque nous vivions en ville, nous nous attachions, comme une partie de nos contemporains, à respecter au quotidien quelques principes environnementaux pour lutter contre le changement climatique. Nous mangions les produits le plus locaux et naturels possible, nous triions bien nos déchets, et nous avions un fournisseur d'électricité renouvelable pour notre appartement. Avant j'enseignais, je conseillais, et je dirigeais des projets pour la protection de l'environnement. Maintenant, à la campagne, j'agis beaucoup plus concrètement dans mon quotidien pour la préservation de la nature. Les territoires ruraux sont souvent perçus comme réfractaires à la transition écologique. La réalité, c'est qu'ils sont très écologiques, mais ne le revendiquent pas.

Il y a un grand oublié dans le débat sur la transition écologique en France : notre lieu de vie. Le lieu de vie est surtout abordé dans une optique d'évitement des risques, et rarement pour discuter de la manière de réduire collectivement notre empreinte écologique. De temps en temps, on parle de zones côtières ou à risque à cause de la hausse du niveau de la mer ou de catastrophes naturelles, mais c'est surtout en pensant aux pays en voie de développement. Les villes durables, la réintroduction de la nature en ville, le développement de l'agriculture urbaine, les manières d'augmenter l'efficacité énergétique et de mieux trier nos déchets en ville sont souvent au centre des réflexions. Mais qu'en est-il des campagnes durables ? de la possibilité d'adapter le

nombre de personnes sur le territoire à la nature et aux éléments physiques qui y sont présents ? Parle-t-on de la répartition de la population sur une zone donnée afin de vivre tous ensemble dans le confort, en bonne santé et en harmonie avec la nature ?

La répartition de la population sur le territoire français est fortement déséquilibrée. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, 67 % de la population française est urbaine, mais vit sur moins de 20 % du territoire. Une personne sur six vit en région parisienne. Les agglomérations parisienne, marseillaise, lyonnaise rassemblent à elles seules plus de 20 % de la population française. C'est toujours dans les alentours des grandes villes, que nous appelons les « couronnes urbaines », que la population croît le plus fortement.

Depuis les années 1850, l'État, l'économie et la culture ont favorisé le développement urbain. L'exode rural s'est déroulé en France tout au long du xx^e siècle et s'est accéléré pendant les Trente Glorieuses. À ces époques, la préservation de l'environnement n'était pas une préoccupation sociétale. Malgré le mouvement hippie des années 1960 et 1970, l'écologie n'était pas un combat comme elle l'est devenue au tournant du xxi^e siècle. Il était inconcevable de se demander si le fait que les campagnes se vident au profit des villes posait un problème environnemental. Au contraire, cette dynamique était glorifiée car elle représentait le progrès, autant sur le plan technique et technologique que sur le plan culturel.

Le fait est que cette densification urbaine et cette désertification des campagnes provoquent un déséquilibre néfaste pour l'environnement. Nous sommes trop nombreux à vivre dans des grandes agglomérations urbaines et exerçons de ce fait trop de pression sur les ressources naturelles. Nous ne contribuons pas

suffisamment à l'entretien et à la régénération de la biodiversité. Nous ne respectons pas assez les personnes qui travaillent la terre, fabriquent des objets et produisent de l'énergie. Par ailleurs, la forte densité de population crée un engorgement des transports en commun, des espaces publics et tend le marché de l'immobilier. Les populations urbaines n'ont pas suffisamment accès à la nature au quotidien, alors que le corps et le cerveau humain en ont fortement besoin. Même avant le Covid-19, six Français sur dix souhaitaient s'installer ailleurs ; 82 % d'entre eux jugeaient qu'habiter à la campagne représentait un mode de vie idéal. Et plus de huit cadres parisiens sur dix déclaraient vouloir quitter la capitale¹.

La pandémie a montré notre vulnérabilité individuelle et collective face à une crise sanitaire et économique. Les agriculteurs sont redevenus temporairement populaires parce que nous avons réalisé que nous ne pouvons pas vivre sans eux. Nous avons eu un avant-goût de ce que pourrait être une pénurie alimentaire et des besoins essentiels. Alors que les familles en ville devaient se recroqueviller sur elles-mêmes et rester entassées dans des appartements ou des maisons urbaines, la crise sanitaire nous a aussi rappelé notre besoin d'espace, d'activité physique extérieure, et de ne pas être confinés.

Par « campagne », on entend une zone où se trouvent les espaces dits « naturels »*, les montagnes, les champs,

* Il est important de rappeler que la nature en France n'est plus une nature primaire et originelle. Elle a été domestiquée et plus ou moins exploitée par l'humain – que ce soient les forêts, les paysages, les champs et les terres agricoles. En revanche, il y a plus de *naturalité* à la campagne qu'en ville – territoire « artificiel », recouvert de matières (béton, acier, etc.) et d'infrastructures (bâtiments, rues, parkings, etc.) d'origine exclusivement humaine.

les terres agricoles. Le terme « rural » englobe tout ce qui concerne la campagne, les paysans et l'agriculture. Dans notre conscience collective, « campagne » et « ruralité » sont des termes interchangeables qui connotent le passé, une façon de vivre plus simplement, des lieux et des populations peu denses qui ont connu moins de progrès. La réalité est tout autre. Les territoires ruraux sont divers, et le progrès à la campagne est simplement d'une nature différente qu'en ville.

Pendant un siècle, la politique et la culture françaises ont maltraité les campagnes. Elles ont perdu en population, en investissement, en dotations, en subventions, en activités économiques et en services publics. L'État a tenté de démontrer que nous devrions vivre plus nombreux en ville. Jusqu'à fin 2020, selon la définition de l'Insee, « l'espace à dominante rurale, ou espace rural, [regroupait] l'ensemble des petites unités urbaines et communes rurales n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine (pôles urbains, couronnes périurbaines et communes multipolarisées) ». Ainsi, plutôt que d'être défini par ses caractéristiques propres, ses atouts, ses faiblesses en tant que tels, le rural était considéré comme simple miroir opposé à l'urbain. La campagne était ce qui n'était pas la ville. Nous n'arrêtons pas de dire qu'il ne fallait pas opposer la ville à la campagne, alors que nos définitions officielles les mettaient face à face.

Progressivement, la ruralité a disparu des données statistiques sur la population et les activités économiques françaises. Les mots « campagne » et « ruralité » ont été remplacés par des termes liés à l'urbain et au périurbain. Jusqu'en 2020, l'Insee définissait une unité urbaine comme une commune où les constructions ont une continuité (pas plus de 200 mètres de

séparation entre elles) et de plus de 2 000 habitants. Or, des centaines de communes françaises de 2 000 à 5 000 habitants, qui comprennent des constructions rapprochées de moins de 200 mètres, ont néanmoins des caractéristiques propres à la campagne et à la ruralité. Dans ces communes, la population locale n'a pas l'impression de vivre dans une zone dite « urbaine ». Autrement dit, l'État a voulu caractériser la population française comme de plus en plus urbaine, même une certaine population rurale qui n'avait pas migré de la campagne à la ville. C'est seulement en 2020 que l'État français a décidé de revoir sa définition des espaces urbains et ruraux, justement afin de reconnaître plus adéquatement la forte présence de communes rurales dans le pays. L'Insee caractérise maintenant les communes rurales par leur faible densité de population (et non pas par l'absence de continuité entre les bâtiments et une petite taille de population), et reconnaît qu'elles représentent tout de même 88 % des communes françaises. Avant ce changement de définition – qui reste toujours réductrice –, l'État considérait que 80 % de la population française vivait en unités urbaines (au lieu de 67 % aujourd'hui). En résumé, au cours du xx^e siècle, et jusqu'en 2020, en même temps que la population et les services publics quittaient les campagnes, les termes « ruralité » et « rural » ont déserté le discours politique.

Je vis aujourd'hui dans une zone très rurale, composée d'espaces naturels, de fermes et de villages. En revanche, je suis loin de me sentir isolé, loin de me sentir arriéré. La vie du village est très agréable, marquée autant par le festif que l'entraide. Internet me permet d'être connecté à qui je le souhaite et de travailler avec des équipes de notre association au quotidien. Mes déplacements sont réguliers, afin de

combiner télétravail et rencontres en présentiel avec mes collègues et partenaires.

J'ai fait ce changement de vie car je souhaitais vivre au quotidien entouré de plus de vivant, d'animaux et de biodiversité, à proximité de producteurs locaux et de personnes suivant le rythme des saisons. Nous savions, ma femme et moi, que le télétravail et la mobilité nous permettraient de maintenir certaines activités professionnelles, tout en les adaptant. L'impact écologique de ma nouvelle vie n'est pas seulement moins négatif mais il est aussi positif, car je suis capable de contribuer à la création de biodiversité et au stockage de carbone. En entretenant un potager, je produis de la biodiversité comestible et diminue ainsi ma consommation de produits qui viennent de loin. Je fais de même en achetant chez les producteurs locaux directement. Je plante régulièrement des arbres et entretiens un terrain où, à certains endroits, nous laissons la faune et la flore vivre. Nous favorisons ainsi le stockage du carbone mais aussi l'épanouissement de la biodiversité. Tout cela était bien plus difficile à Paris.

Pendant des décennies, le progrès fut implicitement associé à la ville, avec les nouvelles technologies, la concentration des populations, des entreprises et l'accès à la culture. Je le déclare très clairement : je ne rejette ni la technologie ni le confort. J'utilise les écrans, les smartphones, les applications et les réseaux sociaux au quotidien, et ils me sont d'une fabuleuse utilité. La différence est que j'y ai maintenant recours dans un cadre de vie beaucoup plus équilibré et dans une démarche que j'estime plus épanouissante et cohérente. Pour moi, les technologies ne sont pas une fin en soi, elles sont un outil me permettant d'optimiser mon temps et mon action. L'idée que nous sommes plus efficaces, plus

épanouis, plus performants dans les villes, grâce à leur foisonnement d'activités et à leur densité, est fausse.

Le contexte actuel rend l'exode urbain non seulement nécessaire, mais aussi attractif et possible. Les conditions de vie et de travail d'aujourd'hui permettent au plus grand nombre de « revenir » à la ruralité et d'y trouver justement plus de confort, une meilleure hygiène de vie et beaucoup plus d'épanouissement. Surtout, je l'ai dit, il est plus facile d'être écoresponsable en vivant à la campagne.

Il est important de différencier le mouvement à venir de retour dans les territoires ruraux de celui qui s'est produit dans les années 1970. À la suite de Mai 68, de nombreuses personnes et familles ont décidé de quitter la vie urbaine, en quête d'une vie plus riche de sens. Ce mouvement était bercé de l'illusion qu'il était facile de vivre à la paysanne. Nombreux furent ceux qui revinrent par la suite en ville, car ils s'étaient mal adaptés à la campagne, avaient mal anticipé les difficultés. De son côté, une partie de la population rurale n'avait pas vu d'un bon œil l'arrivée de ces nouveaux habitants. De part et d'autre, des incompréhensions ou des malentendus subsistent.

Pendant un siècle, un fossé entre la ville et la campagne s'est creusé. Les deux mondes se comprenaient de moins en moins, et même ont commencé à se stigmatiser. D'un côté, on traite de « parigots » et de « bobos », de l'autre, de « bouseux » et de « cul-terreux ». Michel Delpéch décrit cette triste réalité de manière populaire et lyrique dans la chanson « Le Loir-et-Cher ». Il y a le Parisien, qui raconte, à propos de sa famille à la campagne, qu'il n'a « pas grand-chose à leur dire, mais [qu'il] les aime depuis toujours », et puis il y a la famille, qui s'interroge : « On dirait que ça te gêne

Chapitre 6. Promouvoir l'éducation à la nature et aux modes de vie à la campagne, de la maternelle à l'enseignement supérieur...	135
L'intégration des savoir-faire dans les programmes scolaires.....	135
L'éducation à l'observation, à la méditation et à la réflexion.....	137
Plus d'activités extérieures, et un peu moins de temps consacré aux écrans.....	138
Dans l'enseignement supérieur, des formations sur les villes durables mais pas sur les campagnes.....	142
La valorisation des campagnes par la présence d'universités.....	151
L'attente de changement de la jeunesse	153
 Chapitre 7. Les politiques publiques et les mesures pour organiser l'exode urbain.....	155
L'adoption d'une loi phare sur le peuplement des territoires	156
Deux nouveaux services reconnus par l'État : un service agricole et un service écologique...	161
Différencier l'application de certaines mesures et réglementations	162
Régler le problème des déserts médicaux.....	167
Valoriser économiquement les atouts écologiques de la campagne.....	171
Maintenir la péréquation entre les territoires tout en favorisant la décentralisation.....	175
Europe, État, régions et départements : à chaque échelon son rôle.....	177

<i>Table</i>	207
Une volonté politique au plus haut niveau...	180
La responsabilité des entreprises.....	181
La responsabilité des associations et des experts de la transition écologique.....	182
Conclusion	185
Notes	187
Remerciements	199